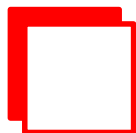


# A CONTRE COURANT

## SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 218 - 1,50 € - Octobre 2010



Pour l'Emancipation Sociale!

## Prendra ? Prendra pas ?

Toutes les cuisinier-ières vous le diront: la mayonnaise est un art difficile, aux résultats aléatoires, dépendant de facteurs aussi volatiles que les humeurs de la cuisinière... ou du cuisinier. Il n'est égalé dans la difficulté que par l'art de la voyance, qu'il s'exerce par l'intermédiaire de la boule de cristal ou du marc de café. Et quand il s'agit de prédire le devenir d'une mayonnaise, on confine à la mission impossible: Madame Irma a toutes les chances de se retrouver dans le pétrin !

C'est pourtant ce dont il est question ici. La mayonnaise dont on scrute le devenir incertain, c'est celle qui cherche à prendre dans le mouvement d'opposition à la loi de «réforme» du régime des retraites. Pour l'instant, après cinq «journées nationales d'action» dont quatre de grève interprofessionnelle, il n'a rien obtenu de significatif d'un gouvernement dont l'intransigeance est d'autant plus absolue que sa marge de manœuvre, déjà réduite à presque rien par ses commanditaires (le Medef, le FMI, les opérateurs financiers et les agences de notation) a été proprement annulée par le profond discrédit dans lequel les pratiques clientélistes et népotiques de certains de ses membres l'ont fait sombrer.

Pourtant, le mouvement a non seulement persisté, mais aussi monté en puissance. Ni le formidable appareil médiatique de propagande et de désinformation au service du gouvernement, ni la tactique adoptée par les confédérations syndicales, pourtant éprouvée en d'autres temps, consistant à l'épuiser à force de journées d'(in)action espacées, ne l'ont empêché de grossir et de se renforcer. Et différents signes semblent indiquer qu'il est en passe de franchir un nouveau seuil le 12 octobre: des appels à la grève reconductible ont été lancés dans différents secteurs, notamment dans celui stratégique des transports; des grèves ont déjà démarré dans les ports; dans une trentaine de villes de province, quelquefois de taille modeste, les lycées sont entrés dans la danse, manifestant la conscience que cette «réforme» touche toutes les générations, exprimant ainsi la profondeur du malaise social actuel et les potentialités d'extension des luttes.

Pour autant, ne nous faisons pas d'illusion. Le temps n'est plus où l'on pouvait, moyennant quelques journées d'action, espérer s'entendre entre gens «raisonnables» pour qu'il y ait un peu moins d'«injustice» sociale. Pour faire reculer le gouvernement, le mouvement ne pourra pas faire l'économie d'un affrontement majeur, en élargissant à la fois sa base par le recours à la grève générale et ses objectifs revendicatifs: au-delà de l'abolition de cette «réforme» des retraites, c'est l'évolution du partage de la richesse sociale imposée par trois décennies de politiques néolibérales qui est en question et sur laquelle il s'agit de revenir. Affrontement au cours duquel il se heurtera inévitablement aux appareils des principales organisations syndicales et politiques qui n'ont aucun intérêt à menacer ou à mordre la main qui les nourrit.



(9 octobre 2010)

Le texte ci-dessous s'inscrit dans la liste déjà longue des analyses que nous avons consacrées à l'étude de la crise. En novembre 2008 (ACC n° 199), nous avons publié un premier texte d'Alain Bihr sur ce sujet. Le même auteur a complété son analyse dans le n°200 (décembre 2008, puis dans le n°212 (mars 2010). Ces anciens numéros sont consultables sur notre site [acontrecourant.org](http://acontrecourant.org) dans la rubrique «archives». Vous trouverez ci-dessous la première partie d'un quatrième article du même auteur sur le même sujet, où l'examen porte essentiellement sur les dettes publiques des Etats centraux. La deuxième partie sera publiée dans notre prochain numéro (n°219, Novembre 2010).

## Sur la crise (4) (première partie)

# Derrière l'austérité budgétaire, une nouvelle agression contre le salariat

Depuis ce printemps, la quasi-totalité des gouvernements des Etats centraux ont inscrit parmi les priorités de leur agenda la réduction de leur dette publique, en engageant en conséquence des politiques de restriction budgétaire plus ou moins drastiques. En comprendre les raisons et les enjeux, notamment comment ces politiques s'inscrivent dans la dynamique de la crise financière de 2007-2008 et, plus largement, de la crise structurelle du capitalisme qui débuté dans les années 1970 constitue le premier objet de cet article. Mais celui-ci se propose aussi d'expliquer pourquoi cette nouvelle phase de la crise revêt une importance particulière pour les salariés.

### Quelques généralités préalables sur la dette publique

Avant tout, quelques rappels s'imposent sur la nature de la dette publique. Ces rappels ne sont nécessaires que parce qu'il continue à régner à son sujet tout un ensemble d'opinions erronées, largement confortées il est vrai par le discours dominant dont elle fait l'objet, qui font obstacle à la compréhension de la nature de la dette publique et ses différentes fonctions<sup>(1)</sup>.

La principale erreur consiste en l'occurrence à ne pas comprendre que l'Etat n'est pas un agent économique comme un autre. Si, comme n'importe quel agent privé (entreprise ou ménage), son endettement résulte toujours d'un excédent de ses dépenses par rapport à ses recettes, sa situation diffère fondamentalement de celle de ce dernier par le fait qu'un Etat dispose d'une bien plus grande latitude pour fixer le niveau des unes comme celui des autres – c'est là le bénéfice de sa souveraineté. Tout Etat dispose en effet d'une large capacité d'augmenter ses recettes qui sont essentiellement d'ordre fiscal: il lui suffit d'élargir les assiettes et d'augmenter les taux des impôts existants voire d'en instituer de nouveaux; même si la pression fiscale connaît elle-même des limites, elle offre à l'Etat une possibilité d'augmenter rapidement et de manière substantielle ses recettes dans des proportions inconnues des agents privés. Quant à ses dépenses, il peut les restreindre à des échelles et à des rythmes également impraticables par ces derniers: quelle est l'entreprise qui peut décider du jour au lendemain de coupes claires dans certains de ses services sans mettre en cause son existence à court voire très court terme ?

Une seconde différence entre le processus d'endettement des agents privés et celui des agents publics (appareils centraux des Etats, pouvoirs d'Etat périphériques, organismes de protection sociale), qui explique d'ailleurs en partie la précédente, tient au caractère politique des décisions

qui président à la fixation tant des dépenses que des recettes, partant à l'établissement de leur équilibre (rare) ou déséquilibre (fréquent). Entendons par là que recettes publiques et dépenses publiques et par conséquent les éventuels déficits et dettes publiques dépendent en définitive du rapport des forces entre les différents blocs sociaux<sup>(2)</sup>, par conséquent classes sociales, fractions de classes, couches et catégories sociales qui s'affrontent au sein des Etats – en un mot de la lutte des classes.

La dette publique est donc de part en part un artefact politique : sa création de même que sa gestion résultent de décisions politiques. Quant à l'universalité du phénomène (on ne connaît pas d'Etat capitaliste qui ne soit endetté), elle s'explique par les fonctions que remplit cette dette. En premier lieu, elle permet de réduire la contribution des classes, couches et catégories fortunées et aisées (au premier rang desquelles on compte la quasi-totalité de la bourgeoisie) au financement des frais généraux de la société (que couvrent en bonne partie les dépenses publiques) tout en leur permettant de s'enrichir un peu plus encore. En effet, le surcroît de contribution que l'Etat serait en droit de leur demander en tant que contribuables, au vu du niveau de leurs revenus et de la part de l'épargne dans ces derniers, de manière à équilibrer ses dépenses par ses recettes fiscales, se trouve converti en créances faites à l'Etat de manière à lui permettre de couvrir une partie de ses dépenses par le recours à l'emprunt. En somme, la dette publique, résultant de l'insuffisante contribution fiscale de la partie la plus fortunée et aisée de la population d'un Etat, permet simultanément à cette dernière d'acquiescer un droit à prélever une part supplémentaire de la richesse sociale produite dans le cadre de cet Etat sous la forme des intérêts de la dette publique<sup>(3)</sup>.

En deuxième lieu, de tous les titres dont se constitue le capital financier (celui des banques, des compagnies d'assurance, des fonds de placement, etc.), ceux des dettes publiques sont les plus sûrs. Tout simplement parce que, contrairement à ce qu'on entend souvent dire, un Etat ne peut pas faire faillite comme un simple agent privé (une entreprise ou un ménage); quand il n'est plus en mesure d'honorer ses engagements, de faire face au service de



sa dette (de rembourser une partie du principal et de payer les intérêts échus à une date donnée), ses créanciers ou d'autres (dont aujourd'hui le FMI) «restructurent» sa dette : ils rééchelonnent les remboursements des prêts anciens, ils lui en accordent de nouveaux, le tout moyennant souvent une augmentation des taux et la prise de garanties sur des éléments du patrimoine de l'Etat ou de certaines de ses recettes, tout en exigeant de lui une gestion plus drastique de ses finances; bref, un Etat qui n'est plus (momentanément) en mesure de faire face à son endettement se retrouvera tout simplement... un peu plus et un peu plus longuement endetté encore et moins libre de ses décisions. Quant à la récusation

tion pure et simple de sa dette par un Etat, possibilité qu'offre toujours en dernière instance sa souveraineté et qui illustre au plus haut point le caractère d'artefact de la dette publique, elle est extrêmement rare : elle ne peut être le fait que d'un pouvoir révolutionnaire, marquant sa volonté de rompre avec l'ordre capitaliste; le dernier exemple en date est celui de la jeune Union des républiques socialistes soviétiques... Pas étonnant, dans ces conditions, que l'endettement des Etats ait constitué en tout temps et en tout lieu leur contribution la plus décisive à l'accumulation du capital financier; et qu'aujourd'hui encore les titres des dettes publiques représentent une part importante du capital financier sur le plan mondial.

En dernier lieu, et comme le suggère directement les lignes précédentes, cet endettement est aussi tout simplement un moyen direct de placer l'Etat sous la coupe du capital financier en particulier et du capital en général. Ceux qui payent sont toujours ceux qui commandent en dernière instance: tenir les cordons de la bourse, c'est être en droit de contrôler voire de commander l'usage qui est fait de l'argent qui en sort. Difficile pour un Etat endetté de ne pas céder aux sollicitations de ses créanciers en leur accordant des avantages et des privilèges sur différents plans (à commencer par le plan...fiscal); plus difficile encore de mener une politique par trop ouvertement contraire à leurs intérêts. Autrement dit, la dette publique est aussi un mécanisme d'aliénation de la souveraineté de l'Etat au bénéfice du capital. Comme le disait déjà Marx : «*La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'Etat, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui rentre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique.*»<sup>(4)</sup>

## Pourquoi les dettes publiques des Etats centraux ont-elles crû ?

L'analyse précédente nous fait comprendre pourquoi la dette publique est une donnée structurelle. Son niveau dépend cependant de la conjoncture, notamment économique, ainsi que des politiques engagées par les gouvernements. Avec le ralentissement de la croissance de l'échelle et du rythme de l'accumulation du capital qui a caractérisé l'entrée dans la crise structurelle au cours des années 1970, les dettes publiques se sont aggravées de manière presque mécanique: avec le ralentissement de la croissance, les recettes publiques (essentiellement fiscales) ont eu tendance à diminuer tandis que certaines dépenses (relances conjoncturelles anticycliques, subventions aux secteurs et aux régions les plus affectés par la crise, augmentation des allocations de chômage, investissements publics dans la formation et les nouvelles infrastructures publiques, etc.) se sont, au contraire, accrues. L'enclenchement des politiques néolibérales au tournant des années 1980 n'a rien arrangé, bien au contraire, qui ont compté les finances publiques parmi leurs cibles favorites:

l'allègement des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales), à coup de baisse des taux et de rétrécissement des assiettes, ont compté parmi leurs réalisations majeures (sous ce rapport comme sous tous les autres, elles auront été des politiques favorables aux intérêts des classes et couches dominantes et privilégiées), que les coupes sombres par ailleurs réalisées dans certaines dépenses publiques (souvent au détriment des couches populaires) n'ont pas permis de compenser, entraînant une aggravation de la dette publique.

Ce sont donc des finances publiques la plupart du temps déjà en mauvais état que la crise financière des années 2007-2008, déclenchée par l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis mais aussi en Espagne et en Irlande et largement diffusée par l'intermédiaire de la titrisation des dettes, est venue très brutalement et amplement dégrader. Trois effets de cette crise se sont conjugués. D'une part, pour éviter la faillite des organes du capital financier (les banques, les institutions de crédit hypothécaires, les compagnies d'assurance, les fonds de placement, etc.) les plus lourdement menacés par cette banqueroute généralisée, tous les gouvernements des Etats centraux y sont allés de leur plan de sauvetage, en reprenant à leur compte leurs créances douteuses, en leur consentant des prêts ou en entrant même purement ou simplement dans leur capital, autrement dit en les nationalisant en tout ou en partie, tout en garantissant par ailleurs les prêts interbancaires (pour éviter la contraction du *crédit crunch*, la contraction du crédit) et les dépôts bancaires (pour éviter le retrait massif des déposants). Les sommes engagées dans ces opérations de sauvetage de l'automne 2008 ont été faramineuses : pour rappel, 700 milliards de dollars (Mds \$) par les Etats-Unis, 500 milliards de livres (Mds £) par le Royaume-Uni, 1 700 milliards d'euros (Mds €) par les Etats de la zone euro, etc. En somme, les gouvernements de ces Etats ont alors fait le choix de sauver le crédit privé (et le capital financier qui en est l'intermédiaire et le bénéficiaire) moyennant une aggravation considérable de l'endettement public, appliquant une nouvelle fois le principe de la socialisation des pertes pour perpétuer la pratique de la privatisation des bénéfices.

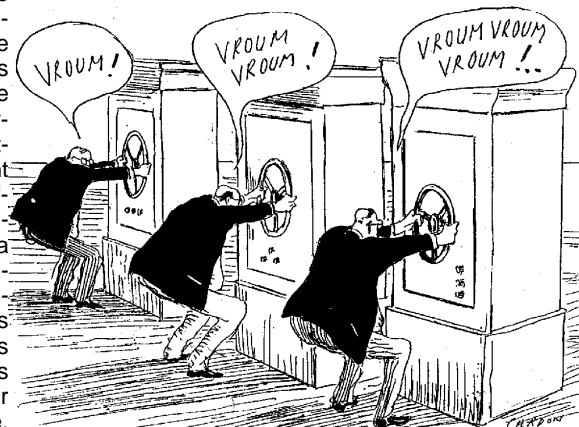
D'autre part, pour limiter les effets récessifs prévisibles de la communication de la crise financière (notamment dans sa dimension bancaire) à «*l'économie réelle*», ces mêmes gouvernements ont engagé au cours de l'hiver et du printemps 2009 des plans de soutien et de relance en y consacrant à nouveau des sommes massives. Là encore, pour rappel, 825 Mds \$ aux Etats-Unis, 200 Mds € dans l'Union européenne, 585 Mds € en Chine, 115 Mds € au Japon.

Enfin, la récession économique ou, au mieux, le fort ralentissement de la croissance que ces plans de relance n'ont pas pu empêcher auront, là encore, souvent fortement réduit les recettes fiscales des

Etats. A titre d'exemple, en France, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) n'a rapporté que 129,4 Mds € en 2009 contre 137 Mds € en 2008, l'impôt sur les sociétés baissant pour sa part contre 49,5 Mds € en 2008 à 20,6 Mds € en 2009<sup>(5)</sup>.

Certes, entre-temps, une partie des sommes avancées par les Etats au plus fort de la crise financière pour sauver les segments du capital financier les plus exposés (en particulier les banques) ont été récupérées, soit parce que les garanties sur les emprunts bancaires n'ont pas eu à jouer soit que les banques ont remboursé (avec intérêt) l'argent qui leur avait été prêté.

## BANQUES : ETAT D'IVRESSE



Ainsi, sur les 700 Mds \$ du programme anti-crise états-unien, seuls (si l'on peut dire !) 100 Mds \$ ont été effectivement utilisés; auxquels viennent cependant s'ajouter les 400 Mds \$ consacrés à sauver de la faillite les organismes de prêts hypothécaires, Freddie Mac et Fannie Mae, ainsi que la Federal Housing Finance Agency, dans le but de soutenir tout le secteur de l'immobilier menacé d'effondrement, en risquant d'entraîner dans la dépression toute l'économie états-unienne<sup>(6)</sup>.

Par contre, les sommes injectées dans le circuit économique par les mesures de relance ne leur sont pas revenues, si ce n'est sous la forme d'un niveau de recettes fiscales supérieur à ce qu'il aurait été sans elles; car, sans ces mesures, la récession économique auraient été encore plus sévère et la chute des recettes encore plus accentuée. Quant aux recettes ainsi perdues, elles le sont définitivement et sans espoir de restitution.

Le résultat général ne s'est évidemment pas fait attendre: depuis le début de l'année 2009, on a assisté à un creusement des déficits budgétaires et une explosion des dettes publiques dans l'ensemble des Etats centraux. Entre 2008 et 2009, le déficit public est passé de 2% à 6,2% du PIB sur l'ensemble de la zone euro (de 0% à 3,3% pour l'Allemagne, de 0,4% à 3,4% en Autriche, de 0,7% à 5,3% aux Pays-Bas, de 1,2% à 6% en Belgique, de 2,7% à 5,3% en Italie, de 3,3% à 7,5% en France, de 4,1% à 11,2% en Espagne, de 2,8% à 9,4% au Portugal, de 7,3% à 14,3% en Irlande, de 7,7% à 13,6% en Grèce), de 4,9% à 11,5% au Royaume-Uni et d'un excédent budgétaire de 2,5% à un déficit de 0,5% en Suède; tandis qu'entre 2007 et 2009, ce même déficit est passé de 2,8 à 11% aux Etats-Unis, de 2,4 à 7,2% au Japon et que la Corée du

Sud passait d'un excédent budgétaire de 4,7% à un budget tout juste en équilibre. Et les dettes publiques ont bondi de même : entre 2008 et 2009, de 69,4 à 78,7% du PIB dans l'ensemble de la zone euro (de 89,8 à 96,7% en Belgique, de 66 à 73,2% en l'Allemagne, de 43,9 à 64% en l'Irlande, de 67,5 à 77,6% en France, de 106,1 à 115,8% en Italie, de 66,3 à 76,8% au Portugal), de 52 à 68,1% au Royaume-Uni et, entre 2007 et 2009, de 62 à 83% aux Etats-Unis et de 167 à 193% au Japon<sup>(7)</sup>.

Car, pour financer ces déficits croissants, tous ces Etats ont fait appel au marché financier, alourdissant ainsi d'autant les dettes de leur Etat. Evidemment pour le plus grand intérêt (à tous les sens du terme) des «investisseurs institutionnels» (banques, compagnies d'assurance, fonds de placement, fonds de pension, etc.), remis en selle par les plans de sauvetage antérieurement conduits par ces mêmes Etats. Et, en guise de remerciement, ces acteurs financiers se sont empressés de prêter de l'argent à ces derniers mais à des taux d'intérêts allant eux-mêmes croissant au fur et à mesure où leurs besoins de financement se sont aggravés et se sont concurrencés sur ce marché, en engageant ainsi un cercle vicieux pour tout le monde, créanciers autant que débiteurs auquel il faut désormais tenter de mettre fin.

## Pourquoi et comment les gouvernements des Etats centraux veulent-ils maintenant se désendetter ?

La nécessité dans laquelle se trouvent aujourd'hui les Etats centraux de se désendetter résulte tout d'abord de la pression qu'exercent sur eux ce que la novlangue néolibérale en cours nomme «les marchés», c'est-à-dire les «investisseurs institutionnels» qui ont été jusqu'à présent et qui resteront à l'avenir leurs principaux créanciers. Au cours de ces derniers mois, cette pression s'est exercée par l'intermédiaire d'une hausse des taux d'intérêt, d'autant plus marquée que le niveau d'endettement des Etats emprunteurs était déjà élevé et, avec lui, les risques de défaut de paiement, alourdissant ainsi les conditions d'obtention par ces derniers de nouveaux prêts. Evidemment, lesdits créanciers ont en la circonstance tout intérêt à dramatiser la situation pour faire monter encore les taux d'intérêt auxquels ils s'approprient à consentir de nouveaux prêts... pour permettre à leurs débiteurs de leur rembourser les emprunts précédents ! Ils peuvent compter à cette fin sur l'action de spéculateurs (au rang desquels ils comptent souvent eux-mêmes) en jouant à cette fin de trois leviers: la complicité des agences de notations qui évaluent le risque de défaut de paiement des différents emprunteurs et dont les créanciers sont par définition les principaux clients (or, tout épicière vous le dira, il ne faut pas décevoir ses clients !); la spéculation à la baisse sur les cours des titres anciens, baisse qu'ils provoquent en les vendant massivement à terme et à découvert (sans les posséder); enfin la spéculation à la

hausse sur le cours des *credit default swaps* (CDS) liés aux des dettes publiques<sup>(8)</sup>.

Plus fondamentalement, si tout créancier profite de l'endettement de son débiteur et s'il possède en ce sens un intérêt fondamental à ce que cet endettement non seulement se perpétue mais encore s'aggrave, il doit néanmoins aussi veiller à ce que son débiteur reste toujours en état de rembourser sa dette et de lui verser les intérêts courants sur cette dernière. Si, comme je l'ai rappelé plus haut, de tous les débiteurs possibles, les Etats sont d'une part ceux qui peuvent s'endetter le plus et ceux dont le crédit est en principe le plus solide, il arrive néanmoins un point où leur endettement est tel que leur défaut de paiement devient possible et même probable. Et, même si lorsqu'il survient un tel défaut n'expose pas les créanciers des Etats au risque d'être ruinés (encore une fois, un Etat ne peut pas faire faillite), il ne va pas sans inconvénient pour eux: au mieux, il les contraint à des provisions supplémentaires, ce qui limite leur volume d'activités et réduit par conséquent l'échelle de leur valorisation ; au pire, la restructuration de la dette de leurs débiteurs s'accompagne d'une dévalorisation partielle des titres des dettes antérieures, donc à des pertes sèches. Bref, un créancier doit veiller à ce que l'endettement de son débiteur reste contenu à un niveau qui demeure soutenable par ce dernier; et il lui faut exiger, le cas échéant, qu'il adapte son train de vie (le rapport entre ses dépenses et ses recettes) à cette exigence.

Or, survenant après des lustres d'endettement croissant des Etats, le creusement des déficits publics et l'explosion des dettes publiques enregistrés depuis le début de l'année 2009 a de quoi inquiéter les «investisseurs institutionnels» sur la capacité de leurs débiteurs – ou du moins de certains d'entre eux – de faire face à leurs engagements. Tirer la sonnette d'alarme sous la forme d'une simple hausse des taux d'intérêts et d'une spéculation sur les titres émis ne leur suffit plus; il faut qu'ils obtiennent de leurs débiteurs les plus lourdement endettés qu'ils engagent une remise en ordre de leurs finances garante de la poursuite du remboursement de leur dette et du versement de leurs intérêts. Et les négociations entourant la concession de nouveaux prêts leur en fournit bien évidemment l'occasion et le moyen: s'il veut obtenir que ses créanciers continuent à lui faire crédit (dans tous les sens du terme), le débiteur lourdement endetté n'a pas d'autre choix que de se soumettre à leurs injonctions et de procéder à une telle remise en ordre en s'engageant derechef dans cette voie.

Cette voie est en principe double. Pour réduire le déficit public et dégager un solde primaire positif (un solde des finances publiques avant imputation de la charge de la dette) de manière à entamer un processus de désendettement (de réduction de la

dette), on peut soit augmenter les recettes soit diminuer les dépenses, en conjuguant si possible les deux à la fois. En fait, la première de ces voies répugne à des gouvernements prisonniers de dogmes néolibéraux leur interdisant de recourir à un surcroît de prélèvements obligatoires, ne serait-ce qu'en revenant sur les dispositifs d'allègement de ces derniers adoptés au cours des trois dernières décennies<sup>(9)</sup>. Si, sous la pression de la nécessité, certains ont été malgré tout conduits à y recourir, leur choix s'est porté sur une augmentation



des impôts indirects (principalement la TVA). Dans la mesure où ils constituent aussi la forme la plus injuste d'imposition puisqu'ils frappent proportionnellement plus les bas que les hauts revenus, ce choix signe son caractère de classe – conformément à l'ensemble de la politique dans le cadre de laquelle il se situe, ainsi qu'on le verra encore.

En fait, l'essentiel de la réduction de l'endettement public est attendu d'une compression des dépenses publiques: gel voire baisse nominale des salaires des fonctionnaires, réduction du nombre de ces derniers par non remplacement lors de leur départ en retraite voire par licenciement pur et simple d'un certain nombre d'entre eux, réduction consécutive du champ des missions des services publics voire démantèlement de certains de ces services, coupes claires pratiquées dans les subventions ou allocations publiques y compris parmi celles assurant un revenu minimum aux populations les plus pauvres, etc., figurent désormais parmi les priorités inscrites à l'agenda de la totalité des Etats centraux, comme elles l'ont été durant ces dernières décennies à celui des Etats périphériques qui ont été soumis aux «plans d'ajustements structurels» du FMI et de la Banque mondiale.

Le choix de ces moyens s'explique aisément. Ils ne sont pas seulement cohérents avec le paradigme néolibéral auquel continuent à se référer l'ensemble des gouvernements des Etats centraux, quelle que soit leur orientation ou «couleur» politique affi-



chée et en dépit des catastrophes que le néolibéralisme a déjà provoquées, au premier rang desquelles on compte la crise financière de 2007-2008. Un paradigme qui enseigne qu'il faut toujours privilégier l'offre sur la demande, donc préférer un surcroît d'enrichissement des plus riches (dont l'épargne finance l'investissement, donc l'of-



fre) à un moindre appauvrissement des plus pauvres (dont les dépenses de consommation courante abondent la demande). Dans ces conditions, il faut autant que possible éviter un surcroît d'imposition qui pourrait s'en prendre à l'épargne des possédants (les ménages fortunés ou aisés) ou, pire encore, peser sur le capital (en minorant sa valorisation); et, si une augmentation des impôts s'impose, il faut frapper en priorité les revenus des plus pauvres plutôt que celui des plus riches, en recourant de préférence à l'imposition indirecte plutôt qu'à l'imposition directe (sur les revenus ou le patrimoine). Du moins ne pourra-t-on pas accuser les gouvernements actuels de manquer de constance: c'est par les mêmes méthodes qui ont abouti au surendettement potentiel des Etats centraux qu'ils entendent aujourd'hui désendetter ces derniers. Autant se proposer de redonner du souffle à un asphyxié en l'étranglant ! On devine d'emblée les résultats qu'il faut en attendre.

En fait, ces gouvernements font mieux que persister dans la voie néolibérale qu'ils suivent depuis trois décennies. Avec les politiques de désendettement des Etats qu'ils viennent d'adopter, c'est une nouvelle étape sur la voie du programme néolibéral de «low coast society» qu'ils s'apprentent à franchir : la compression des dépenses publiques qu'ils entendent mettre en œuvre vise à abaisser le coût général des moyens sociaux de consommation (équipements collectifs et services publics), qui sont aussi pour partie des moyens de production socialisés, qui constituent autant de frais généraux de la production capitaliste. Or certains de ces moyens (le système d'enseignement et les systèmes publics de protection sociale de l'enfance, de la santé, de

l'invalidité, de la vieillesse, etc.) comptent parmi les conditions majeures de reproduction de la force sociale de travail. Si bien que la compression des dépenses publiques constitue en fait directement une attaque contre les éléments socialisés du salaire. En somme, au-delà d'une nième opération de préservation des intérêts du seul capital financier ou de sauvetage de ses éléments les plus menacés par le risque de défaut de paiement des Etats, les politiques de réduction des dépenses publiques poursuivent un objectif de plus vaste portée, intéressant le capital dans son ensemble, la baisse du coût social de reproduction de la force sociale de travail: en un mot, une dévalorisation de cette dernière.

C'est ce que nous verrons dans la deuxième partie. (à paraître dans le prochain numéro).

#### A Bih

(1) Je reprends ici la substance de deux articles antérieurs sur la dette publique : "Sommaire rappel de quelques vérités élémentaires sur la dette publique" A Contre-Courant, n°162, février-mars 2005 (repris sous "Dette publique" in La novlangue néolibérale, Editions Page deux, Lausanne,

2007) ; et "Que cache la croissance de la dette publique ?", A Contre-Courant, n°211, janvier-février 2010. Les numéros 162 et 211 d' A Contre-Courant sont consultables dans la rubrique "archives" du site [acontrecourant.org](http://acontrecourant.org)

(2) Un bloc social est un système, quelquefois fort complexe, d'alliances hiérarchisées entre différentes classes, fractions, couches ou catégories sociales, quelquefois rivales entre elles par ailleurs; alliances constituées sous la direction de l'une d'entre elles qui y occupe ce qu'on appelle une position hégémonique; et dont l'unité est assurée par un réseau d'organisations communes ainsi que par une idéologie commune.

(3) Le fait que, de nos jours, "globalisation" financière aidant, les titres de la dette publique de l'immense majorité des Etats ne soient plus majoritairement détenus par leurs ressortissants et contribuables mais puissent se concentrer entre mains de ressortissants d'autres Etats ne modifie pas fondamentalement le raisonnement précédent: qu'elle soit prêtée à leur propre Etat ou à des Etats tiers par l'intermédiaires des acteurs financiers que sont les banques, les compagnies d'assurance, les fonds de placements, etc., l'épargne des ménages fortunés et aisés pourrait toujours être mise à contribution (dans tous les sens du terme) pour financer les dépenses publiques par le biais de l'impôt plutôt que par celui de la dette. Sous ce rapport, la "globalisation" financière n'a fait qu'universaliser (en mondialisant son champ d'exercice) le procédé d'enrichissement de ces

ménages qui opère par le biais de l'endettement des Etats.

(4) Le Capital, Editions Sociales, tome III, page 196.

(5) Institut national de la statistique et des études économiques, "Principaux impôts par catégorie", [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat\\_annu/base\\_2000/finances\\_publics/principaux\\_impots\\_2009\\_valeur.xls](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat_annu/base_2000/finances_publics/principaux_impots_2009_valeur.xls)

(6) Chiffres cités par Frédéric Lordon, "L'urgence du contre-choc", Le Monde Diplomatique, mars 2010, page 9.

(7) Eurostat, Newsrelease Euroindicators 55/2010, avril 2010, [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_PUBLIC/2-22042010-BP/EN/2-22042010-BP-EN.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/2-22042010-BP/EN/2-22042010-BP-EN.PDF); et OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, n°87, mai 2010, page 255, <http://www.oecd.org/dataoecd/45/19/45305161.pdf>

(8) Les credit default swaps (en français : couvertures de défaillance) sont des contrats d'assurance destinés à garantir les créanciers contre d'éventuels défauts de paiement de la part de leurs débiteurs. Mais, contrairement à une classique prime d'assurance, leur niveau n'est pas fonction de la probabilité du risque mais uniquement du rapport entre demande et offre de ce type de contrat. De surcroît, ce type de contrat peut s'acquiescer alors même que l'on ne possède pas le titre de crédit sur lequel il porte et que l'on encourt donc pas le risque de défaut de paiement qu'il couvre; c'est comme si on pouvait s'assurer contre la destruction de la voiture du voisin ! Enfin, ce sont des titres liquides, c'est-à-dire qu'on peut les revendre après les avoir souscrits ou rachetés. Lorsqu'ils portent sur des titres de la dette publique d'un Etat, leurs achats massifs provoquent, au mieux, la hausse de leurs cours (ce qui permet aux spéculateurs de réaliser au passage des "plus-values" spéculatives), tout en nuisant au crédit des titres sur lesquels ils portent et en faisant monter les taux d'intérêts auxquels doivent être émis les titres suivants, dégradant ainsi réellement la situation de l'Etat débiteur et augmentant le risque d'un défaut réel de paiement de sa part; au pire, ces achats massifs provoquent ce défaut et permettent aux spéculateurs d'empocher le montant de l'assurance. Quand on est assuré contre l'incendie de la voiture du voisin, on a évidemment tout intérêt à la voir partir en fumée !

(9) A titre d'exemple, si les allègements de prélèvements obligatoires introduits depuis 1999 n'existaient pas, la dette publique française serait de 20 points de PIB inférieure à ce qu'elle est aujourd'hui et la charge des intérêts de la dette de 0,5 point de PIB inférieur à son niveau actuel. Cf. Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis, Rapport sur la situation des finances publiques, La Documentation française, mai 2010, page 13; [http://www.elysee.fr/president/root/bank\\_objects/Rapport\\_Finances\\_publicques.pdf](http://www.elysee.fr/president/root/bank_objects/Rapport_Finances_publicques.pdf)

Non, les décisions du gouvernement français en matière de renvoi des Roms ne tiennent pas du fait divers, ni ne sont un épiphénomène. Elles sont l'illustration supplémentaire d'une politique discriminatoire, venant s'ajouter à la longue liste de décisions déjà plus que suspectes en matière d'identité nationale, initiées par un descendant d'immigré hongrois : Nicolas Sarközy de Nagy-Bocsa ... mises en œuvre par le Ministre sulfureux Hortefeux (condamné pour injure raciale) ... et par le nauséabond ministre Besson ...

Nous publions l'appel de Richard Moyon, fils d'Antonia Velasco, petit-fils de Léonore et José Velasco, petit-fils de Renaldo Moyon, donc futur déchu de la nationalité française ?!...

## Pour ceux qui ont la tête auvergnate de Zidane et Noah

Chacun le sait, la volonté du Président de la République de déchoir de la nationalité française les délinquants «d'origine étrangère», de détruire les camps de gens du voyage, d'expulser les Roms et de priver les sans papiers du droit d'être soignés, suivies des subtiles variations de ses seconds couteaux sur ces thèmes, sont des gesticulations visant à faire oublier les retraites et à éclipser les petits arrangements entre amis –enveloppes, décorations, embauches et dégrèvements–chez les Woerth, Bettencourt et compagnie.

Trouvailles lumineusement simplistes de matamore du café du Commerce, ces idées sont dangereuses et pour la plupart inutiles, inapplicables, anticonstitutionnelles, démagogiques, vulgaires, d'inspiration pétainiste, voire «nazie» selon Michel Rocard. Elles donnent du pays une image lamentable. Mais elles sont aussi et surtout dévastatrices.

Enseignant en lycée professionnel en banlieue parisienne (et l'un des fondateurs du Réseau Education Sans Frontières), je travaille avec les jeunes que stigmatise M. Sarkozy. Je croise parfois quelques-uns de mes anciens élèves «issus de l'immigration» devenus adultes, Monsieur et Madame Toulemonde, électriciens, employés de bureau, vendeurs, patron d'une petite entreprise de transport, profs de l'enseignement technique, commerçant, taxi, livreur, cadre technico-commercial, chef d'équipe, aide-soignante en maison de retraite (ces trois derniers ayant été des élèves sans papiers régularisés par l'action de leurs enseignants et de leurs camarades). Le discours du président de la République est une insulte comme pour les millions d'habitants de ce pays «d'origine étrangère» ou étrangers résidents en France, particulièrement quand ils ont la tête auvergnate de Zidane ou celle de Noah et qui, pourtant et heureusement se sentent légitimement appartenir à la société française qui les reconnaît comme tels.

M. Sarkozy soutiendra que ce n'est pas eux qu'il visait. Formellement, certes. Mais c'est un vieux singe. Il sait parfaitement que la cible atteinte est bien plus large que ceux explicitement désignés par son discours. C'est d'ailleurs pour cela qu'il a employé ces mots-là,

dans cet ordre-là, à ce moment-là, conformément à un plan longuement mûri. Parmi les victimes collatérales de son discours de haine, mes élèves et les centaines de milliers de jeunes et d'adultes des quartiers populaires. Une partie des jeunes, des garçons mais aussi depuis quelques années, de plus en plus de filles, est effectivement en danger de marginalisation.

Issus de milieux pauvres, en échec scolaire, habitant des cités déglinguées, ne s'imaginant pas d'avenir, certains sont menacés de perdre tout repère. Mais loin d'être une solution, tout dans l'attitude et la politique de Sarkozy conforte les jeunes dans l'idée qu'il n'y a rien à attendre de la société, celle-là ou une autre. L'admiration éperdue du président pour le monde de l'argent, sa propension à caser ses amis, son népotisme, les «coïncidences» de l'affaire Woerth-Bettencourt et les dénégations officielles auxquelles personne ne croit, sont aux yeux des jeunes la preuve venue d'en haut que la raison du plus fort est la meilleure et le «pas vu pas pris» le fondement de la morale à la tête de l'Etat. Ses attitudes bravaches, ses défis puérils, y compris physiques, la vulgarité de son langage et de sa pensée légitiment le pire chez certains jeunes. La guerre qu'il ne cesse depuis presque 10 ans de déclarer aux jeunes d'origine étrangère puisqu'il a lâché le mot, son refus maintenant de les reconnaître comme des citoyens de plein droit, les confortent dans l'idée qu'ils sont rejetés de la société.

Au bout du compte, M. Sarkozy donne raison à ceux de mes élèves qui, même avec leur carte d'identité en poche, commencent leurs phrases par: «Vous, les Français». A leur grand étonnement, j'explose. Leur rappelant qu'ils sont tous de ce pays, qu'ils en aient la nationalité ou pas, qu'ils aient des papiers

ou pas. Ils sont scolarisés en France, en langue française, ils sont de civilisation française. Je leur signale que les arrière-grands-pères de certains d'entre eux étaient tirailleurs dans l'armée française quand mes grands-parents maternels étaient encore en Espagne et ceux de Sarkozy du côté de chez Dracula. Bref, le message est qu'ils sont ici chez eux, autant que Nicolas Sarkozy, Carla Bruni ou moi-même. Et que s'ils n'y trouvent pas ce qu'ils sont en droit d'attendre, l'égalité, la considération due à chacun, une vie digne, ils ont le droit -le devoir!- de faire ce qu'il faut pour rendre ce pays plus juste et plus humain. Mais pas celui de s'enfermer ou de se laisser enfermer dans des particularismes dépassés. «On ne nous avait jamais dit ça» s'étonnent certains.

C'est ce discours éducatif et porteur d'espoir et ses innombrables déclinaisons dans la bouche de centaines de milliers d'enseignants, d'éducateurs, de responsables associatifs que le président de la République anéantit en quelques phrases venimeuses. Il exclut, bannit, incrimine «l'origine» là où elle n'a que faire. C'est irresponsable. Pathétiquement. On aura rarement vu dirigeant politique sacrifier l'intérêt général à ses



intérêts partisans avec tant d'inconscience, l'avenir de tous à ses préoccupations particulières immédiates avec tant de grossièreté.

Déplorer l'irresponsabilité de Nicolas Sarkozy n'épuise pour autant pas la question. La riposte aurait dû être immédiate, unanime. Pourtant, si les associations se sont fortement émues, à ce jour, les partis politiques sont restés beaucoup plus discrets. Des dirigeants ont prétendu ne pas vouloir tomber dans le piège tendu par Sarkozy, préférant se cantonner au débat sur l'insécurité. D'autres ont justifié leur prudence en estimant «plausible» le sondage du Figaro selon lequel 80% des personnes interrogées approuveraient le discours de l'UMP. Ces considérations sont irrecevables.

L'offensive de l'UMP ne porte pas sur l'insécurité –cela fait bientôt dix ans que Sarkozy est en charge de la question, péroré en continu, fait des moulinets à chaque fait divers et finalement échoue. Rien de nouveau en ce domaine, donc. La nouveauté et la provocation résident dans sa prétention à exclure de la nationalité française une partie de la population française au titre qu'elle n'en serait pas digne. C'est sur ce terrain que se place M. Sarkozy, c'est sur celui-là qu'il doit perdre. Inutile de se bercer d'illusions. Qui imagine les hommes du président abandonner le sujet parce que personne ne leur répond ?

Quant à la thèse selon laquelle ce sujet serait un piège tendu à la gauche pour allumer une polémique sur un terrain qui lui est réputé défavorable, c'est une musique qui a trop longtemps été jouée à propos des sans papiers et qu'on préférerait ne plus entendre. Certains à gauche étaient très timorés, «pour ne pas donner d'arguments à la droite» et parce que «l'opinion ne comprendrait pas», etc.

Si les choses ont évolué et si de nombreux élus et les partis de gauche s'investissent maintenant activement dans le soutien aux familles sans papiers, aux travailleurs, aux amoureux, etc., c'est parce que l'action d'associations (dont RESF) et maintenant des organisations syndicales a mis au jour une évolution en profondeur des consciences. Il y a trente ans, Le Pen entamait sa seconde carrière politique sur le thème «la France aux Français, les étrangers dehors». Ce langage et ces thèmes sont devenus impossibles aujourd'hui. «L'immigré» est français, ouvrier, employé de bureau mais aussi chirurgien, prof, avocat, restaurateur, ministre et même sportif. L'immigration a diffusé dans presque toutes les couches de la société. On ne compte plus les familles dont l'un des membres, cousin, belle-sœur, petit-enfant, conjoint, est «visiblement» d'ascendance étrangère.

Oui, la société française est métissée, elle le sera de plus en plus, comme celle de tous les pays du monde selon toute vraisemblance. Et le plus important et finalement le plus encourageant est que de nombreux signes montrent qu'elle l'assume et même le revendique. D'une certaine façon, faut-il espérer, la population française est dans ses profondeurs plus en avance que ceux qui prétendent la représenter. Il faut parier qu'est en train de se produire ici ce qui s'est passé aux Etats-Unis il y a quelques années. Il y a quatre ans, personne n'aurait misé un dollar sur l'élection d'un Noir à la Maison Blanche. Et pourtant ! Certes tout n'est pour autant pas réglé. Ni là-bas, ni ici.

Mais puisqu'un Président de la République en perdition a cru habile de flirter avec le racisme pour se refaire une popularité, il faut qu'il soit défait sur ce terrain. Massivement, définitivement. Qu'il soit publiquement désavoué par les millions de femmes et d'hommes qu'il voudrait reléguer au rang de français de seconde zone et par toutes celles et ceux qui travaillent avec eux, vivent avec eux, les aiment et en sont aimés et font des enfants avec eux. Un refus et en même temps un geste d'espoir qui doivent être ceux des militants antiracistes mais aussi ceux des dirigeants politiques dignes de ce nom. Ils doivent être enfin et surtout, la réaction de dignité venue des cités, des quartiers, des lycées, des chantiers et des usines où vivent et travaillent ceux que voudrait exclure Sarkozy : les futurs déchus de la nationalité française et ceux qui les aiment giflent Pétain 2010.



Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues, avec un léger décalage dans le temps, parfois, quand les dates de nos parutions respectives ne correspondent pas.

Nous publions ci-dessous l'édito du numéro d'octobre 2010 d' "Alternative Libertaire". En kiosque, cette revue coûte 2 euros au numéro. Elle est aussi est disponible par abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à "Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19.

## Pour la grève générale

Un spectre hante le syndicalisme, celui de la grève générale. « Stupidité » selon Bernard Thibault, elle est pourtant bien au contraire pour de nombreuses et nombreux salarié-e-s une nécessité. Le mouvement contre le projet de loi anti-social sur les retraites l'a vu ressurgir. 1968, 1995, 2003... si « l'idée » de grève générale reste aussi présente dans notre histoire sociale c'est qu'elle fait partie du patrimoine génétique du mouvement ouvrier hexagonal.

À l'aube du XX<sup>ème</sup> siècle, les fondateurs de la CGT, alors syndicaliste révolutionnaire, proposaient également la grève générale comme objectif stratégique central dans la lutte des classes. Pourquoi ? Parce que la grève générale c'est l'expression de la substance même du combat de classe. C'est quand les travailleurs et les travailleuses croisent les bras. Quand les transports s'arrêtent. Quand les communications s'interrompent. Quand le pétrole n'est plus raffiné. Quand les écoles n'ouvrent plus. Quand les usines cessent de produire.

La grève générale c'est l'expression de la capacité de notre classe à faire tourner la société.

Sans nous rien ne marche : nous ne sommes rien, soyons tout. CQFD.

Voilà pourquoi cette « proposition » de classe reste belle et bien vivante, même si elle est redéfinie, même si elle trouve dans chaque conflit une forme différente.

La grève générale reste pour nous, syndicalistes et révolutionnaires, une ligne à suivre, un possible à travailler avec toutes celles et ceux avec qui nous luttons chaque jour.

**Richard Moyon, le 18 août 2010,**  
Enseignant, co-fondateur du RESF

Après le texte de Richard Moyon de RESF (voir pages 6 et 7), nous publions ici une analyse d'Annie Lacroix-Riz qui s'efforce de «théoriser» la xénophobie en la replaçant dans son contexte politique et historique. Cette analyse, disponible sur internet, mérite une large diffusion.

# La xénophobie n'a pas fonction idéologique : elle est un instrument de classe

Par Annie LACROIX-RIZ

L'indignation contre l'ignominie est lyrique et émouvante, mais **il convient de rappeler que la xénophobie, brandie pour la énième fois en France, n'a pas fonction idéologique** : pratiquée avec intensité en temps de crise, avec une efficacité particulièrement redoutable dans les pays colonisateurs (la France le fut et le demeure de fait), elle a caractérisé la Troisième république finissante, particulièrement l'ère Daladier-Reynaud, et **elle s'insère pleinement dans la lutte pour l'écrasement des salaires – c'est à dire pour le maintien, voire l'augmentation du profit** -, rendue possible par la division des salariés (entre femmes et hommes, étrangers et Français, jeunes et vieux, etc.).

Elle a obtenu l'aval, alors officiel, de la «gauche de gouvernement», qui était précisément «aux affaires» - différence (une des seules) avec la situation actuelle (nous sommes actuellement dans la phase d'assaut du genre Doumergue-Laval) - et qui en prit donc l'initiative officielle.

Or, l'initiative alléguée fut dictée par les puissances d'argent – c'est la chambre de commerce de Paris, haut lieu du grand capital français, fief de la Confédération générale du patronat français (CGPF), ancêtre du MEDEF, qui dictait à Daladier et à ses ministres leurs textes de 1938-1940 contre les étrangers en général et les juifs étrangers en particulier. Je dis bien dictait, stricto sensu, comme s'en vantait alors le président de ladite chambre devant ses mandants en assemblée générale (preuves écrites à l'appui, puisqu'il comparait les textes soumis aux ministres aux décrets finalement pris) (cf. l'article paru dans le défunt «*Siné Hebdo*» en mai 2009, «*La chasse aux clandestins de la 3e République agonisante*»).

C'est aussi la dimension essentielle de la lutte contre les fonctionnaires, loi LRU comprise, dont ceux-ci n'ont pas pris la mesure.

Le sort de notre mouvement [universitaire] l'a démontré en 2009. A l'université, on a eu tendance à croire que l'offensive thatcherienne était idéologique, imputable à un analphabète ignorant des lettres (l'un n'empêche pas l'autre: il

vaut mieux pour incarner la lutte contre l'intellect choisir autre chose qu'un fin lettré) et mise en œuvre par une administration débile, procédant à des réformes «absurdes» (pas de langue vivante au CAPES de langue, et autres fantaisies de la même farine, quelle idiotie !).

Quand, en haut, on veut tout casser, on pratique une politique d'apparence absurde, qui confronte ses victimes d'en bas à l'incompréhension totale, comme, par exemple, la semaine de six jours et les 48 h hebdomadaires légales rétablies en novembre 1938 dans une France où la moyenne de la semaine de travail était de l'ordre de 36 h.



Ce que Naomi Klein qualifie de «*stratégie du choc*»<sup>(1)</sup> a une longue histoire, dans la guerre sociale, laquelle ne relève ni des sentiments ni des états d'âme qui sont au cœur du généreux texte cité par Ophélie Hetzel.

Georges Sadoul, dans son *Journal de guerre*, cite le cas de la suppression du congé dominical par «une grande banque» parisienne, congé remplacé par «deux demi-journées de congé qu'on ne pourrait jamais bloquer en une seule», ce qui accablait les familles, «surtout les femmes». Quand la jeune secrétaire «catholique bien-pensante [et...] bien élevée» de l'établissement réclama en 1939 à son sous-directeur le

retour au repos dominical en arguant que «*la banque n'en marcherait pas plus mal. Pourquoi prendre une mesure si inhumaine ?*», il «rican[a] : «*Mais parce que maintenant nous vous tenons, ma petite*» (*Journal de guerre* (2 septembre 1939-20 juillet 1940), Paris, Les Éditeurs français réunis, 1977, p. 105.

**L'assaut contre les retraites a été lancé non pas parce que nous vivons plus vieux**, mais parce que la «réforme» est partagée par la droite prétendument «républicaine», l'extrême (dont la première ne se distingue plus guère) et la «gauche de gouvernement», qui y a souscrit quand elle était «aux affaires» et œuvrait aux traités «européens». Il va nous ramener aux retraites de misère d'avant-guerre, et a exactement la même fonction que la gigantesque injustice fiscale, la chasse aux étrangers, le combat contre le statut de la fonction publique (désormais sérieusement entamé), etc.

Quand nous-mêmes et nos organisations de défense renouons avec ces analyses couramment faites au cours de la crise systémique des années 1930 par la fraction radicale, très affaiblie aujourd'hui, du mouvement ouvrier – et avec l'action y afférente -, nous nous battons plus efficacement contre l'ennemi commun aux Roms, français ou étrangers, aux étrangers (pauvres, pas riches) en général et à nous-mêmes.

Le capitalisme en crise ne «trahit pas ses lois» en œuvrant comme il le fait actuellement, il les met en pratique, comme dans les crises de 1873 et 1929-1931.

**La droite se fascise aujourd'hui comme elle s'est fascisée dans l'entre-deux-guerres**, la gauche de gouvernement ne «baisse [pas] les yeux», elle est fidèle à elle-même, privée de politique de rechange parce qu'elle ne dispose d'aucun moyen contre le grand capital, qui la contrôle en large part: c'est un fait, pas un jugement idéologique – ceux qui en doutent n'ont qu'à faire un long stage dans les fonds BA et GA des Renseignements généraux aux archives de la Préfecture de police ou dans la série F7 du ministère de l'intérieur, aux Archives nationales, qui pourra les con-



duire jusqu'à une période assez récente pour certains dossiers des APP.

Cette gauche convaincue que le capitalisme relève de la même fatalité que la pluie et le beau temps ne se donnera pas davantage d'alternative en 2012, elle le reconnaît d'ailleurs avec une grande simplicité, et «le Canard Enchaîné» (à propos de F. Hollande) n'est pas le seul à le dire - alors que Daladier, chef du parti radical, fit semblant de virer à gauche avant les élections de Front populaire.

La population française ou «le peuple de gauche» ignorait en 1936 que Blum et Vincent Auriol tenaient leur programme socio-économique de la Banque de France et des éléments français (issus de la Banque de France) de la Banque des règlements internationaux.

Nous n'avons pas l'excuse d'ignorer aujourd'hui que le Parti socialiste, même parmi les adversaires personnels de M. Strauss-Kahn, n'a pas d'autre politique que celle dictée par le FMI - c'est à dire par le club constitué depuis juillet 1944 par les classes dirigeantes de nos pays et celles des États-Unis, garantes en dernière analyse - jusqu'à nouvel ordre -, du coffre-fort des premières.

Tant que nous considérerons qu'aborder ces questions signifie «sortir du cadre de la défense syndicale» ou assimilée, nous perdrons avec la même régularité que nous avons perdu, sans interruption, depuis 30 ans.

D'ailleurs, la victoire sociale de 1936 ne fut pas électorale - le programme social et économique de Blum était celui de l'austérité financière de la Banque de France -, mais elle fut exclusivement due à l'action de mai-juin 1936 des salariés français, favorisée par les «unitaires» et combattue par la majorité des «confédérés» (dont nos actuelles «directions syndicales» sont presque sans exception héritières); elle donna un répit, un vrai, aux familles d'immigrés, victimes depuis le début de la crise d'un véritable harcèlement, policier notamment, répit malheureusement très bref (voir plus haut). «La gauche de gouvernement» a bien vite, après ce grand succès mal préservé, préparé dans une mesure considérable la voie à Vichy, y compris en matière d'immigration, propos, je l'affirme, absolument non polémique.

Globalement, c'est nous qui, assurément sans le vouloir, trahissons nos propres intérêts au profit de ceux d'en face, lesquels ne trahissent jamais les leurs, parce qu'ils sont servis par des mandataires efficaces, parce que strictement contrôlés (nous ne pouvons en dire autant), ne cessent jamais de «raisonner», c'est à dire calculent tous leurs coups, au millimètre près (ça marche tant que nous ne bougeons pas). Ils n'abdiquent jamais.

Jusqu'ici, c'est dans le seul camp des salariés que l'abdication a régné. Il n'y a pas de «clercs» en général, il y a des «clercs» qui servent des intérêts de classe, et ceux qui nous accablent, réduisant nos salaires directs et indirects, choisissent, pour nous le faire accepter - ils ont bien raison - ceux et seulement ceux qui leur sont dévoués. Il ne nous reste qu'à recréer les instruments de défense qui rendront visibilité et écho aux «clercs» qui servent notre camp. Il y a du chemin à faire.

Nous avons autant ou davantage besoin de lucidité socio-économique et politique (et de connaissance froide de l'histoire) que d'indignation épique (relisant Les Misérables, je reconnais cependant ce que nous devons aux élans de Victor Hugo, et admire le vaillant Baudin, qui déclara : «*Vous allez voir comment on meurt pour 25 francs [par jour] !*» avant de se livrer au feu des putschistes de décembre 1851).

**Il s'impose naturellement de signer toutes les pétitions de défense des Roms**, ce que j'ai fait, comme nous tous sans doute. Mais on les défendrait mieux, ainsi que la majorité des gens qui vivent en France, nous compris, en tenant compte de ce qui précède et en renonçant à rêver à 2012, le rêve ayant des chances de virer au cauchemar. Voir les cas grec, espagnol, etc.

(1) «**La stratégie du choc**» de Naomi Klein est paru chez Lemeac / Actes Sud. 670 pages - 25 euros.

Ci-dessous une information diffusée il y a plusieurs semaines déjà, mais passée inaperçue. La situation en Haïti n'est plus que rarement évoquée dans les médias. Et quand il s'agit de faire le point sur l'usage des dons parvenus du monde entier et qui ont transité par les "canaux officiels", les infos sont encore plus rares...

## Sous prétexte d'aide, Monsanto contamine Haïti

Après le tremblement de terre dévastateur, l'agriculture en Haïti, qui en principe devait être reconstruite récemment avec l'argent des dons du monde entier, a été complètement détruite sous le prétexte de l'aide humanitaire et la collaboration énergique du gouvernement US.

Des semences de la firme Monsanto d'une valeur de quatre millions de dollars américains ont été plantées dans le sol de l'île et contaminent les champs des paysans. Voilà à quoi ressemble l'aide américaine, qui utilise la situation de pauvreté de ce pays détruit pour étendre la présence des graines de plantes génétiquement modifiées dans le monde entier.

[...] Les paysans haïtiens perdront les recettes d'exportation. De plus ils sont rendus dépendants dans les cultures successives par les licences de Monsanto et esclaves des multinationales. Les conséquences sanitaires sur les habitants sont incalculables.

Il ne faut pas s'étonner que le gouvernement haïtien ait soutenu ce forfait. Le 14 mai, il donnait formellement l'autorisation au ministère de l'agriculture d'admettre ce don explosif avec l'argumentation manipulée, que les semences choisies conviennent d'une façon excellente pour les conditions de reconstruction et les méthodes d'exploitation haïtiennes et garantiront l'approvisionnement de la population.

La directrice du développement global de Monsanto parlait d'une occasion «incroyable» pour Haïti.

Les soixante premières tonnes de semences sur les 475 qui sont données à Haïti sont donc arrivées en mai dernier pour ensemercer les champs en maïs et légumes. Un autre envoi était composé de graines de chou, carotte, aubergine, melon, oignon, tomate, épinard et pastèque.

Monsanto a annoncé que le transport serait sponsorisé par l'entreprise de transport maritime américaine UPS et l'entreprise de logistique résidente en Suisse Kühne und Nagel.

La distribution des semences à Haïti sera organisée par le projet WINNER, qui a développé un programme pour augmenter la productivité des paysans et sera financé par l'Agence US pour le développement international.

Un projet criminel contre la nature et l'humanité et qui est perversément présenté comme "humain".

Où sont les milliards qui étaient offerts par tout le monde après le tremblement de terre, généreusement - pour financer les biens de consommation agricoles nécessaires à Haïti ?

Traduit de l'allemand par Gachet, publié par **HNS-info**

# Pour les vieux, pas de retraite et pas de Sécu non plus...

(texte produit par le "Mouvement Ensemble pour une Santé Solidaire" qui est composé d'usagers, de professionnels de santé, d'organismes et de travailleurs sociaux)

## Les assureurs ?... Juste des amis ...

M.M. Sarkozy, Fillon, Woerth, Bertrand, et toute la famille UMP ont le plaisir de vous annoncer le décès imminent de la sécurité sociale, dans un rapport d'information sur «la prise en charge des personnes âgées dépendantes».

Tous les organes et tissus sains seront prélevés d'ici quelques semaines, et servis, encore tièdes, aux amis du Président, parmi lesquels **Henri de Castries** PDG d'AXA (3,6 milliards € de bénéfices en 2009. 4 fois plus qu'en 2008)... **Guillaume Sarkozy**, Délégué général de Médéric Prévoyance (3,4 milliards de bénéfices en 2009)... **Antoine Bernheim**, banquier d'affaires, président de la compagnie d'assurances Generali.(704 millions de bénéfice en 2009),

Une petite devinette en passant : qui a, le 22 septembre 2004, nommé Frédéric Van Roekeghem, cet ancien cadre de chez AXA, à la tête de la Sécu ? Réponse : Xavier Bertrand, Agent général d'assurances AXA de 1992 à 2004, Secrétaire d'Etat à l'Assurance maladie de 2004 à 2005, Ministre de la Santé et des Solidarités de 2005 à 2007...

**En 2009, les assurances affichaient une bonne santé financière:** 200 milliards d'euros de chiffre d'affaires: 155 milliards en assurances de personnes (+ 12%) et 45 milliards en assurances de biens et responsabilité.

Mais cela n'a rien à voir avec le rapport d'information de la commission des affaires sociales de l'assemblée nationale, présenté par Mme Rosso-Debord, députée UMP. Pas plus que la forte concentration au mètre carré d'anciens d'AXA parmi les décideurs politiques et dirigeants de la politique de (privatisation de) la Sécurité Sociale.

Les assureurs ? Juste des amis, pardon, des experts qui ont donné un coup de main pour le rapport. Car «Les sociétés d'assurance, ayant désormais une vingtaine d'années d'expérience de la gestion du risque dépendance, estiment avoir suffisamment défini le risque statistique».

## Des vieux plein de maladies et des constats partagés...

Pour résumer ce long rapport (et ramener à la réalité ceux qui célèbrent l'allongement de l'espérance de vie comme un immense progrès humain) :

- Nous allons connaître une «accélération du vieillissement de la population au cours des prochaines années» (on va vieillir plus vite). Cette «accélération du vieillissement» (sic) entraînera «l'augmentation mathématique du nombre des personnes âgées dépendantes»

On sait bien que «les maladies et les incapacités fonctionnelles augmentant avec l'âge, le lien entre le vieillissement de la population et l'augmentation des cas de perte d'autonomie s'identifie aisément» (admirons au passage la différence entre le tâcheron, qui a besoin d'études, de statistiques, et nos élites, chez qui la science est infuse et la connaissance innée).

La perspective effrayante de tous ces vieux pleins de maladies et de handicaps s'inscrit dans «un contexte de finances publiques exsangues» où le «poids de la solidarité nationale» - 22 milliards d'euros pour la perte d'autono-

tions, qui sont pour certaines pertinentes.

## Souscription obligatoire à un fond de garanties

Parmi toutes les propositions pour améliorer la prise en charge de la «perte d'autonomie», sans surprise, on trouve la mise en place d'un 5ème risque «dépendance» de la sécurité sociale... Ah non, en fait, la formulation exacte est «créer une assurance universelle spécifique de la perte d'autonomie»...

### Plus précisément, (Proposition n° 12) :

"Rendre obligatoire dès l'âge de cinquante ans, la souscription d'une assurance perte d'autonomie liée à l'âge et assurer son universalité progressive par la mutualisation des cotisations et la création d'un fonds de garantie" en maintenant «à titre transitoire une prise en charge publique, en attendant que l'assurance dépendance puisse se substituer au régime actuel de l'allocation personnalisée d'autonomie, le service de cette dernière ne saurait être interrompu. Toutefois, son dispositif, dont on a vu plus haut, qu'il avait atteint ses limites, nécessite diverses modifications tant pour alléger la charge des départements que celles des familles ».

Ce rapport parlementaire est exemplaire. Fondé sur des constatations indiscutables, des constats incontestables car présentés comme la vérité unique et révélée, il élève la sémantique au niveau de la prestidigitacion. Je prends la sécurité sociale, je la plie en 8, je la mets dans mon chapeau, je touille... et je sors du chapeau «Un dispositif d'assurance universelle obligatoire dont la charge générationnelle et intra-générationnelle doit être également répartie entre les personnes les plus aisées et les plus pauvres, entre celles qui se maintiendront en bonne santé et celles qui perdront leur autonomie».

C'est (presque) comme la Sécu. Vraiment ?

Si vous ne me croyez pas, demandez à Thélème assurances, un coucou éclos dans le nid d'une mutuelle du Loiret, 250 millions de chiffre d'affaires, qui pose la question qui tue : «pourquoi payer comme un malade quand je ne



mie - est lourd. 22 milliards !!! (autant que la «niche COPE» qui exonère d'impôt sur les sociétés les plus-values encaissées par des personnes physiques ou morales (holdings) en cas de vente de leurs filiales ou titres de participation détenus depuis plus de deux ans).

Bref... «des constats partagés» qui avancent aussi de vraies questions (accueil, accompagnement, prise en charge, financement...) et des proposi-

suis pas malade ?»

Eh oui ? Et pourquoi payer pour les vieux «en perte d'autonomie» alors que je suis autonome ? Hein ?

Il faut toujours lire les rapports parlementaires en entier. même s'ils sont longs et ardu (et qu'on relit 10 fois une phrase avant de se rendre compte que, non, vraiment, elle ne veut rien dire).. car parfois, mon cher Watson, on trouve un indice :

La «**Perception mature et de plus en plus partagée des français du risque que fait peser la dépendance des futures personnes âgées sur les jeunes générations – constituant pour ces dernières une charge financière insupportable - est une chance qu'il nous faut saisir immédiatement. Elle rend en effet possible, aujourd'hui, la construction à moindres frais d'un dispositif d'assurance universelle obligatoire...** »

Cqfd.

Nous constatons donc que le fameux «5ème risque» n'est pas celui qu'on pense... Comment pousser les français à accepter d'être rackettés par les assureurs, aujourd'hui ? En les menaçant d'être dépouillés par leurs parents, après-demain.

Le mot de «Sécurité Sociale» a curieusement disparu en route...

Mais ce n'est pas étonnant car ce sont les assureurs qui ont tenu la plume du rédacteur de ce rapport. Un rédacteur qui, dans un moment de distraction, a oublié de remettre en forme pour faire semblant que c'est la commission des affaires sociales qui a eu l'idée...

Mais comme personne ne l'a lu ce n'est pas bien grave

Et de toute façon il n'y a pas d'alternative... Voilà.

Pour le "**Mouvement Ensemble pour une Santé Solidaire**",

<http://ensemblepourunesantesolidaire.fr>,

Bruno-Pascal CHEVALIER - 06 89 18 01 77

Cécile MOUTTE - 06 10 73 83 99

Eric TAILLANDIER – 06 29 73 78 00

Nous lançons un questionnaire sur l'accès aux soins, afin de mobiliser l'opinion publique, les usagers, les politiques, sur l'état de notre système de santé, et l'urgence du combat pour sauver la sécu.

Répondre en ligne clic sur ce lien : <https://spreadsheets.google.com/viewform?formkey=dEpGNmRfamxOO-HhYUE1LTFJOZmlwcGc6MA>

Ou voir rubrique questionnaire sur le site :

<http://ensemblepourunesantesolidaire.fr>

Cécile MOUTTE

cmoutte@club-internet.fr

## Campagne de lettres de résistance des enseignants du primaire et du secondaire

### *Défendre l'Ecole, nos valeurs, notre métier*

Nous, enseignants, à travers les «réformes» qui déconstruisent actuellement le service public d'éducation, sommes dépossédés de notre métier et des valeurs sur lesquelles nous nous appuyons pour aider nos élèves à apprendre et à se construire.

Cette campagne de lettres offre la possibilité d'afficher, dans nos établissements et dans nos classes, notre détermination à résister collectivement, de façon éthique et responsable, au démantèlement de ce service public.

**Notre conviction est que le Service Public d'Éducation est un droit, pas un privilège. Signer la lettre ouverte de résistance des enseignants du primaire et du secondaire :**

- C'est refuser de cautionner par notre silence la politique destructrice appliquée à l'Ecole.

- C'est renouveler et élargir une démarche concrète, collective et efficace, qui nous permet depuis deux ans de nourrir un vrai débat de société autour de l'Ecole.

- C'est assumer et afficher ouvertement notre engagement à défendre le service public d'éducation, par notre action quotidienne dans les écoles, les collèges, les lycées.

- C'est continuer à promouvoir dans nos classes les valeurs d'une société humaine et solidaire.

### *Comment faire ?*

Télécharger un exemplaire de la lettre. (<http://lettre.enseignants-en-resistance.org>). L'imprimer et la signer (il est possible de personnaliser cette lettre). Puis l'envoyer, au choix : Sous enveloppe à : "*Enseignants en résistance, 8 rue Jean de La Fontaine, 69380 Chazay d'Azergues*". Ou par fax : 09 59 55 59 72. Ou par courriel en scannant la lettre signée.

Un 1er dépôt collectif des lettres de résistance aura lieu fin novembre à Paris.

### *Un mouvement collectif et solidaire*

Cette campagne est lancée à l'initiative du **Réseau des enseignants du primaire en résistance**.

Ce Réseau, en résistance depuis novembre 2008, s'est doté d'une Caisse nationale de solidarité que vous pouvez contribuer à alimenter. Cette caisse a jusqu'à présent compensé toutes les sanctions financières et permis de financer des démarches juridiques en faveur de nos collègues en résistance qui sont en conflit avec leur administration. Cette solidarité morale et financière sera étendue à tous les signataires de la lettre de résistance des enseignants du primaire et du secondaire.

Site : <http://resistancepedagogique.org/site/>

La campagne de résistance ouverte a pour but de réaffirmer que «**le service public d'éducation est un droit, pas un privilège**».

Elle permettra aux enseignants du primaire et du secondaire de s'inscrire dans une action commune pour exprimer leur refus d'être complices des prétendues «réformes» qui déconstruisent l'Ecole. publique.

Les lettres seront collectées, comptabilisées et remises aux autorités de l'Etat à l'occasion d'un rassemblement à Paris fin novembre ou début décembre. Toutes les informations sur cette campagne sont diffusées sur le blog.

### **Un enseignant "désobéisseur" à nouveau sanctionné**

Après Ninon Bivès en Tarn et Garonne, c'est François Le Menahèze, en Loire Atlantique, qui est sanctionné par l'inspection académique parce qu'enseignant désobéisseur. L'inspection académique lui a refusé un détachement comme formateur à l'IUFM de Nantes, au motif de "sa manière de servir" et particulièrement de son "refus d'appliquer les instructions nationales" (non remontée des résultats des évaluations 2009-2010).

Formateur depuis 8 ans, animateur national de l'ICEM, F Le Menahèze bénéficie de l'estime de nombreux enseignants et du soutien de son IUFM. Pour l'ICEM Freinet, "*ces enseignants qui résistent et mettent en place d'autres pratiques servent l'école publique et donnent toute sa valeur au mot pédagogue*".

Il y a quelques semaines, l'équipe du journal «**Fakir**» a réalisé un tract (4 pages A3 en couleurs) sur le thème de la répartition des richesses, intitulé «*Le hold-up tranquille*». Nous l'avons signalé dans notre numéro 214 (mai 2010) en publiant quelques extraits.

Récidive. Un deuxième tract est paru ces dernières semaines, intitulé «*La revanche des collabos !*» qui rappelle que l'Histoire a montré qu'avec un bon rapport de forces politique, tout ou presque est possible. Sans les luttes, c'est le pire qui surgit. Comme le premier tract, vous pouvez l'acheter en nombre au prix coûtant : 10, 50, 100 ou 1000 exemplaires, respectivement pour 6, 10 12 ou 70 euros, port compris, en écrivant à "**Journal FAKIR**" 21 rue Eloi Morel 80000 AMIENS (site : [www.fakirpresse.info](http://www.fakirpresse.info) Tél : 03.60.10.60.15). Nous reprenons ci-dessous des extraits de ce tract à diffuser largement.

# La revanche des collabos !

(par l'équipe de "Fakir")

**Sécurité sociale, retraites, service public... C'est dans une France en ruines que, à la Libération, nos papys (et mamies) qui faisaient de la résistance ont bâti tout ça. Aujourd'hui, la France est la cinquième puissance économique mondiale et nous n'aurions plus les moyens de cette «solidarité nationale» ?**

## On les nomme « héros »

Mais de quoi les traiterai-ou, aujourd'hui ? En 1944, «*les destructions couvrent tout notre sol, rappelle le Général de Gaulle dans ses Mémoires. Il manque des logements pour six millions de Français. Et que dire des gares écroulées, des voies coupées, des ponts sautés, des canaux obstrués, des ports bouleversés ? Quant aux terres, un million d'hectares sont hors d'état de produire, retournés par les explosions, truffés de mines, creusés de retranchements. Partout, on manque d'outils, d'engrais, de plants, de bonnes semences. Le cheptel est réduit de moitié. Nos finances sont écrasées d'une dette publique colossale, nos budgets condamnés pour longtemps à supporter les dépenses énormes de la reconstruction.*»

Et c'est sur ce champ de ruines qu'ils instaurent la Sécurité sociale ! Et les retraites ! Et le service public ! A ces fous à lier, on enverrait la camisole ! Vite, une piquère !

## C'est qu'en plein cauchemar, ils avaient fait un rêve.

Au cœur de la nuit nazie, dans les prisons, dans les maquis, dans l'exil, les résistants imaginent «*Les Jours heureux*», songent éveillés à l'«*éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie*», à «*un plan complet de sécurité sociale*», à «*une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours*», bref, à «*une République nouvelle qui balaiera le régime de basse réaction*». Des cocos aux cathos, syndicalistes, socialistes, droite patriote, à l'unanimité, tous signent au printemps 1944 ce «*Programme du Conseil National de la Résistance*».

## La Libération obtenue, leur rêve deviendra réalité :

«*En l'espace d'une année, relate avec fierté le Général de Gaulle, les ordonnances et les lois promulguées sous*

*ma responsabilité apporteront à la structure de l'économie française et à la condition des travailleurs des changements d'une portée immense.*» Et d'ajouter «*les privilégiés*» ne bronchent pas : «*Sur le moment, tous, mesurant la force du courant, s'y résignent aussitôt et d'autant plus volontiers qu'ils avaient redouté le pire.*» C'est que règne la peur chez les possédants. Les maquis viennent de se soulever. Les armes sont aux mains des gueux. Avec le Parti Communiste, première formation du pays, les ouvriers sont organisés. Bref, les choses pourraient très mal tourner. Alors, mieux vaut ne pas les énerver. Endurer. Patienter. Bien vite, le souffle de révolte va retomber. Et les banquiers, industriels, patrons de presse vont se ressaisir, défendre leurs intérêts, répéter que «*les réformes vont trop loin*». On connaît la chanson.

## Et maintenant ?

La France est la cinquième puissance économique mondiale. Son territoire n'est menacé d'aucune invasion. Ses firmes accumulent les milliards de bénéfiques, même par temps de «*crise*». Ses grands magasins sont bourrés de produits, la plupart inutiles. Malgré cette prospérité, ils – les mêmes, les banquiers, les industriels, les patrons de presse – nous l'affirment : «*Ce n'est plus possible. Regardez les déficits. Regardez la courbe démographique.*» Au-delà de tous ces arguments, techniques, financiers, Denis Kessler, ex-numéro 2 du MEDEF, dévoile le vrai motif : «*La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !*» Derrière toutes les statistiques, évaluations, projections, derrière tous les rideaux de fumée, c'est à ce mouvement historique que nous assistons. Au retour, sur l'avant-scène publique,

des forces d'Argent, discréditées à la Libération. A la revanche des collabos – dont les héritiers spirituels viennent récupérer le butin.

## Nicolas Sarkozy et sa bande du Fouquet's continuent

Eux viennent y mettre un point final, essayer du moins, mais le gros du boulot était abattu avant eux. Depuis le milieu des années 80. Depuis que les socialistes se sont convertis au «*réalisme*», et les gaullistes au libéralisme, de «*réformes inéluctables*» en «*adaptations nécessaires*», toutes les conquêtes de la Libération sont lentement rongées, grignotées, par les gouvernements successifs – y compris de gauche... A notre tour, alors, certes, de défendre le rêve des résistants contre Nicolas Sarkozy et sa bande du Fouquet's - les éternels banquiers, industriels, patrons de presse. Mais il s'agit surtout, au plus vite, de refermer la parenthèse, ouverte au milieu des années 80. De lutter pour que la gauche d'abord, le pays ensuite, sorte de cette ornière libérale.



Dans le communiqué que nous publions ci-dessous, la section syndicale des journalistes CGT (SNJ-CGT) de l'Agence France Presse (AFP) décrit «l'attitude de la "haute" hiérarchie, qui s'est muée en tour de contrôle politique». Vous y trouverez des exemples précis des méthodes utilisées à l'AFP - et sans doute dans beaucoup d'autres salles de rédaction - pour entraver le libre exercice du métier de journaliste et «décourager et écœurer jusqu'aux plus motivés».

Au point que la section syndicale SNJ-CGT de l'AFP envisage «le vote d'une motion de défiance à l'égard de l'ensemble de la hiérarchie rédactionnelle». Elle souhaite en tout cas que tout soit su et porté à la connaissance de tous. C'est nécessaire, certes, mais il faudrait aussi que se développe davantage une presse alternative portée par des équipes militantes fortes et de nombreux abonnés...

## AFP : « Contre la mise en coupe réglée de la rédaction »

### Contre la mise en coupe réglée de la rédaction, organisons-nous !

Cela fait des mois et des mois que ça dure, et ça ne peut plus durer. La rédaction est confrontée à une entreprise méticuleuse de caporalisation et de mise sous l'éteignoir dirigée par la rédaction en chef France. Cette situation est sans précédent à l'Agence.

Tout est fait pour neutraliser, non pas ceux qui travaillent mal, mais ceux qui «pensent mal» et n'entrent pas dans ses schémas de pensée et ses a priori, à coloration politique ou non. Cette rédaction en chef mène, et de plus belle depuis la rentrée, une politique de harcèlement à l'égard de services et bureaux entiers, en pratiquant un interventionnisme débridé et tatillon.

Elle bloque des dépêches, refuse des idées de papiers qui n'entrent pas dans son prêt-à-penser, ordonne à l'inverse de traiter tel ou tel sujet que le service concerné juge peu intéressant ou parfaitement secondaire (Ah ! Les marottes du «bocal» sur les arrêts maladie des employés de la Sécu...).

Elle met à la poubelle des papiers qui ont demandé des heures et parfois même des semaines de travail et d'enquête, exige réécriture sur réécriture, intime l'ordre de voir le lead d'un papier aussitôt qu'il a été rédigé et bien avant qu'il ne soit envoyé, n'hésite pas à le changer si les producteurs sont récalcitrants. Tous les moyens sont bons et, quand l'ukase ne suffit pas, on emploie la ruse. On agit en sous-main, non pas en envoyant des notes visibles par tous, les mails c'est tellement plus pratique !

### Quand la rédaction en chef organise la défiance

Nous sommes aujourd'hui en présence d'une défiance organisée à l'égard d'une grande partie de la rédaction, qui refuse d'obtempérer. La rédaction en chef connaît parfaitement ces griefs, exposés lors de réunions avec les services et les bureaux régionaux en France. Cette défiance, parfois exprimée en termes arrogants, violents ou humiliants, engendre en retour une défiance à

l'égard de la rédaction en chef de la part de ceux qui en sont victimes.

L'attitude de la «haute» hiérarchie, qui s'est muée en tour de contrôle politique, crée de fortes tensions internes, déstabilise les équipes, désorganise la rédaction, nuit gravement à la sérénité et à la qualité du travail, décourage et écœure jusqu'aux plus motivés.

Voici quelques exemples récents des pratiques de la rédaction en chef. On pourrait en citer bien d'autres (rappelons tout de même qu'en octobre 2009, le chef des Infos sociales avait mis sa démission dans la balance dans un conflit avec la même rédaction en chef concernant la présentation par l'AFP des chiffres du chômage), mais certains rédacteurs préfèrent ne pas rendre publics leurs démêlés avec le troisième étage.

### Cachez ces Roms que je ne saurais voir

Le 31 août au matin, les infos sociales envoient un papier annoncé la veille au soir dans ses prévisions et intitulé : «Les Roms en France pour "se poser et travailler" comme d'autres migrants». Ce papier était à notre connaissance le premier à parler de cette communauté autrement qu'en termes de sécurité. Il a fallu quatre jours de discussions et d'échanges parfois orageux, de décisions et de contre-décisions, et enfin l'intervention d'un chef de service auprès du directeur de l'Information (!) pour que ce papier passe. Encore a-t-il été édulcoré. La rédaction en chef n'a pas jugé utile de diffuser l'encadré l'accompagnant et qui portait sur la législation française sur l'accès à l'emploi pour les Roms, demandant sa fusion avec le papier d'angle (c'est devenu une pratique courante : dans un passé récent, elle avait refusé

deux encadrés sur une enquête fouillée sur le logement réalisée par la Fondation de l'abbé Pierre).

Entre autres, la Redchef reprochait à ce papier de ne pas comporter de chiffres (elle semble ignorer que les statistiques ethniques sont interdites en France) et de ne donner la parole qu'aux



associations en contact avec les Roms. Car il faut le savoir, pour elle, les associations c'est comme les syndicats : des sources douteuses et peu crédibles, des propagandistes au service d'une cause.

Sur l'affaire des Roms toujours, le 10 septembre, le bureau de Rennes a envoyé une dépêche, suivie d'un développement, cosignés de la détachée de Nantes et de la directrice régionale, intitulée «Expulsions: les Roms ciblés par une circulaire du ministère de l'Intérieur». On sait que l'histoire fit grand bruit dans la presse et suscita une vive polémique, en France, en Europe et dans le monde.

Ces envois ont été retenus pendant trois heures et quart. Une dépêche (et une seule !) est finalement tombée sur le fil à une heure tardive (20H05). Voilà comment la rédaction en chef a banalisé une information sensible, sur laquelle nous étions les premiers.



A l'AFP, on fait des alertes pour bien moins que ça, comme par exemple, la mort de... «Super Nanny» qui officia dans une émission de télé-réalité de M6.

Non, l'AFP, ce n'est pas ça !

## La journée sur les retraites... Ou comment organiser un rideau de fumée

Le rédacteur en chef France a exercé une pression maximale sur le service Infos sociales pour connaître le lead du papier général diffusé en fin de journée, et cela avant même qu'il ait commencé d'être rédigé. Il a modifié l'attaque du papier de sa propre autorité (mais sans mettre ses initiales !), et sans en référer



au service concerné. «Je décide, vous exécutez !»

Tout est centré sur la bataille de chiffres entre syndicats et gouvernement, exit les « manifestations imposantes ».

Voilà comment on instille la confusion dans l'esprit du lecteur, qui ne sait quoi penser («p'têt' ben que c'était un succès, p'têt' ben que non, va savoir, hein !»).

Il faut se bagarrer pour obtenir que figure au menu un papier donnant la parole aux manifestants (d'autant que la Redchef ne veut plus de reportage sur une grosse manifestation).

Lors d'une journée d'action avant l'été, les notes des bureaux régionaux répondant à une demande de la Redchef sollicitée par le Social sont allées directement au panier, parce que l'officiante du jour dans le bocal ne voyait pas l'intérêt d'un tel papier. Et tout est à l'avenant (un coup de fil par exemple, surtout quand les chiffres sont à la hausse, pour demander qu'on ne parle pas des « inscrits au chômage » mais des « inscrits à

Pôle emploi », personne n'emploie jamais l'expression « pointer au chômage », c'est bien connu).

Nous pourrions aussi parler des pressions pour faire écrire sur « le palmarès des universités » de tel ou tel hebdomadaire, en dépit des réserves du ministère de l'Education nationale sur la valeur de cette enquête, de papiers refusés sur les immigrés (« On en a déjà un cette semaine ! »)... sauf s'il porte sur une femme qui prétend aller à la piscine et se baigner en niqab.

## L'info en pleine dérive

Sous l'impulsion de la direction de l'information, des choix rédactionnels hautement contestables sont opérés: on développe tout ce qui relève du divertissement, au sens large (1.700 mots consacrés à la sortie de deux

livres consacrés à Carla Bruni-Sarkozy, 596 mots sur « l'histoire de la braguette » (144 pages), multiplication de portraits de prétendues stars d'un jour, 4259 mots sur le dernier livre de Houellebecq entre mi-juin et mi-septembre, etc.

Mais l'impasse est faite sur des sujets de fond: toujours pas une ligne sur les fils de l'AFP (et nous savons que ce n'est pas la faute de l'Eco, qui n'en peut mais) concernant le « Manifeste des économistes atterrés » [voir l'encadré ci-contre, ajouté par la rédaction d'ACC] publié pour le 2ème anniversaire de la chute de Lehmann Brothers, rien sur

le dernier essai de sociologues et chercheurs reconnus, Monique et Michel Pinçon, Le président des riches.

Dans le bocal, on ne s'étonne plus de l'absence de l'AFP sur telle ou telle info. La base du métier, on s'en fout, le factuel, ça n'intéresse personne ! On préfère, comme cela vient de se produire, demander à cor et à cri un papier pour les dix ans de l'émission Koh-Lanta - même si aucune manifestation ne marque cet anniversaire - ou sur les lapsus sexuels des politiques.

Dans son allure générale, le fil France ressemble de plus en plus à une mutualisation d'infos venues d'autres médias, dont le traitement de l'affaire Woerth-Bettencourt est un parfait exemple. L'AFP a quelques centaines de rédacteurs en France, mais elle en est réduite à citer des médias bien plus petits qu'elle et qui n'existaient pas il y a trois ans. Comme c'est commode ! Et quand certains ramènent des infos après un travail de fourmi, c'est direction poubelle pour ne pas faire de peine à un élu supposé

bien en cour à l'Elysée. Nous n'en dirons pas plus, mais la direction sait bien de quoi nous parlons...

## Contre cette politique de pressions, de défiance et de mise au pas de la rédaction, organisons la résistance !

Nous invitons tous les rédacteurs soucieux de faire honnêtement leur métier à ne pas céder aux caprices ou injonctions de la Rédaction en chef. Nous les invitons aussi à témoigner auprès de l'organisation syndicale de leur choix. Tout doit être su, porté à la connaissance de tous et dénoncé. C'est le meilleur moyen de mettre en échec ces plans funestes.

Mais aussi, nous demandons solennellement à la direction de prendre les mesures qui s'imposent pour restaurer de toute urgence un fonctionnement rédactionnel normal, conforme aux missions de l'agence et assurant le respect du pluralisme des sources et des points de vue.

Faute de quoi nous proposerons à la rédaction le vote d'une motion de défiance à l'égard de l'ensemble de la hiérarchie rédactionnelle.

SNJ-CGT de l'AFP

PARIS, le 28 septembre 2010

## Le "Manifeste d'économistes atterrés"

Il s'agit d'un manifeste rédigé par des économistes excédés par les balivernes libérales répandues dans les médias.

Le texte de plusieurs pages pointe 10 "fausses évidences", contrées par 22 "mesures" à mettre immédiatement en oeuvre en lieu et place de ce que font les Etats sous la pression du FMI, de la Commission européenne et des agences de notation.

Le ton général de ce manifeste est certes plus antilibéral que franchement anticapitaliste. Et nous avons souvent déjà, dans les colonnes d'ACC, développé certains des thèmes abordés dans ce Manifeste (comme celui des dettes publiques). Nous aurions cependant souhaité publier ce texte, pour engager et approfondir le débat.

Par manque de place, nous nous contenterons pour l'instant de le mettre en ligne sur notre site :

[www.acontrecourant.org](http://www.acontrecourant.org)

# Rencontres et lectures à contre courant

## Vers un projet politique de transformation sociale

L'association *Les Amis de l'Emancipation Sociale* a regroupé dans ses *Cahiers de l'éducation populaire* (collection Intervention) les textes issus des rencontres de 2005 entre *Carré rouge*, *A Contre Courant*, *A l'encontre* et *AES* sous le titre « **Vers un projet politique de transformation sociale** » avec l'idée de prolonger le débat engagé sur le communisme (ou le socialisme) du 21<sup>ème</sup> siècle.

Pour enrichir le débat, d'autres textes – d'Alain Bihir et de Gérard Deneux - figurent dans ce numéro d'août 2010 des Cahiers (125 pages, format A5) que l'on peut commander contre un chèque de 5 euros (port compris) à l'ordre des « *Amis de l'Emancipation Sociale* » adressé à :

Odile Mangeot 43 J rue Jean Jaurès 70200 LURE. [odile-mangeot@wanadoo.fr](mailto:odile-mangeot@wanadoo.fr)

## Les luttes contre les plans sociaux

Durant l'hiver 2009-2010, alors que les luttes de salariés contre les plans sociaux avaient défrayé l'actualité tout au long des derniers mois, des Contis aux Molex, des Philips aux New Fabris, Evelyne Perrin effectué une visite auprès des syndicalistes menant ou ayant mené ces luttes, pour leur donner la parole. Elle a rencontré les salariés de 25 entreprises (une majorité d'entreprises donneurs d'ordre ou sous-traitantes de l'automobile) qui ont décrit les décisions (fermeture, plan social, délocalisation...) contre lesquelles ils ont lutté ou luttent encore, ce que la lutte leur a permis d'obtenir ou non, ce qu'ils en retirent comme leçon.

En constatant l'insuffisance des soutiens, l'absence d'une coordination des luttes et d'une réflexion de la part des principaux syndicats et partis, l'auteur termine son enquête par des propositions sur ce que pourrait être une véritable politique industrielle en France ou en Europe et énumère les mesures, radicales, qui devraient être prises ou imposées pour faire face à ce gâchis humain: limitation du pouvoir de la finance, extension du pouvoir des salariés, reprise de l'entreprise par eux, reconversion, relocalisation, RTT...

Le manuscrit de cette enquête est téléchargeable gratuitement sous format PDF sur le site de l'IRESMO. Il devrait paraître début 2011 en version papier.

## Droites conservatrices nationales et ultras - Dictionnaire 2005-2010

C'est la suite du précédent volume, intitulé « *Dictionnaire de la mouvance droitiste et nationale de 1945 à nos jours* » qui demeure un document incontournable et un utilitaire indispensable pour tout lecteur voulant s'informer de la réalité des organisations de cette nébuleuse.

De nouveau, les structures les plus petites sont analysées au microscope, côtoyant des organisations plus importantes. Le camp politique allant des souverainistes aux néo-nazis est passé au peigne fin, avec la recension de nombreux nouveaux groupes, la période étant des plus prolifiques, consécutivement au déclin du Front national et à la guerre de succession autour du départ de Jean-Marie Le Pen. Un document unique, qui permet aussi de découvrir des individus organisés parfois en vue de passer à des actes de violences, des structures para militaires, des partisans du complot et de l'élimination physique de leurs opposants, des tendances ouvertement racistes et antisémites comme on n'en avait vu depuis fort longtemps dans notre pays. Du Mouvement pour la France au Parti de la France, en passant par le Mouvement national-socialiste français, le lecteur voyagera dans toutes les organisations, disposant de véritables révélations sur leurs dirigeants, leurs militants, leur localisation et idéologie. Il y croquera des droitistes, souverainistes, royalistes de toutes les branches, nostalgiques du fascisme, de l'Algérie française, du maréchal Pétain ou des orphelins d'Adolf Hitler, des "centristes" ancrés à droite toute, des associatifs, des identitaires, clandestins ou ayant pignon sur rue, des catholiques traditionalistes, des néo-

païens, des solidaristes, des nationalistes révolutionnaires, des pro-life, des contribuables excédés, des libéraux aux tendances ultra, des négationnistes... et même des autonomes nationalistes ! En bref, tout un panorama et des pans entiers de la société politique.

« **Droites conservatrices nationales et ultras - Dictionnaire 2005-2010** » de Jacques Leclercq est paru aux éditions L'Harmattan. 225 pages. 23 euros.

## L'Action directe - Et autres écrits syndicalistes (1903-1910)

Fondateur du « *Père Peinard* », journal hebdomadaire anarchiste, Emile Pouget (1860-1931) illustre l'évolution de nombreux anarchistes français vers le syndicalisme révolutionnaire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle: délaissant l'activité des petits groupes libertaires, il s'engage en 1901 au sein de la jeune CGT.

Les éditions Agone publient des textes d'Emile Pouget, rassemblés et présentés par Miguel Chueca. « *L'action directe, c'est la libération des foules humaines, c'est leur montée vers la conscience. C'est l'appel à tous pour participer à l'oeuvre commune: chacun est invité à ne plus être un zéro humain; chacun est incité à ne plus subir passivement les fatalités sociales.. L'action directe clôt le cycle des miracles – miracles du ciel, miracles de l'Etat. En opposition aux espoirs en les "providences", de quelque espèce que ce soit, elle proclame la mise en pratique de la maxime: le salut est en nous!* »

Les quatre brochures reproduites contiennent l'essentiel de la conception du syndicalisme révolutionnaire. Ces essais sont complétés par trois textes relatifs à la campagne pour la journée de huit heures lancée en 1904. Indispensables pour connaître le "moment révolutionnaire" du syndicalisme français, ces manuels de la révolte ouvrière sont aussi source d'inspiration pour tous ceux qui ne peuvent se résigner à un "ordre" social aussi intolérable aujourd'hui qu'il l'était voila cent ans.

« **L'Action directe - Et autres écrits syndicalistes (1903-1910)** » est paru aux Editions Agone, 304 pages, 18 euros.:

## Lignes maritimes à grande vitesse

Plus de quatre-vingt-dix pour cent du trafic mondial de marchandises s'effectue sur les mers... A l'heure où ils caressent l'espoir d'une croissance adossée aux « marchés verts », les capitalistes entendent faire de l'espace maritime leur nouvel alibi écologique.

En Europe, l'engorgement des voies rapides ralentit les flux de marchandises et englutit une part de la plus-value. A eux seuls les prochains couloirs à grande vitesse ne suffiront pas à combler ce manque à gagner. A fortiori quand les populations des régions concernées comme les salariés impliqués dans ces projets en ont déjà saisi l'imposture. De multiples actions de résistance se font jour au fil de ces tracés, que ces derniers soient hypothétiques ou avérés. C'est donc vers la mer, redevenue un territoire à conquérir, que se tournent aujourd'hui les instances de l'Union européenne. La commission de Bruxelles présente les autoroutes de la mer et autres bateaux à grande vitesse comme les prochains outils d'un « transport écologique au service du développement durable ».

Mais, par-delà les annonces, que dissimulent en réalité ces projets auxquels souscrivent avec enthousiasme nombre d'écologistes officiels ? C'est ce que les auteurs de ce texte ont tenté de comprendre, en pointant du doigt quelques-unes des fausses alternatives et des vraies illusions particulières à la période qui s'ouvre devant nous.

« **Fortunes de mer - Lignes maritimes à grande vitesse : les illusions bleues d'un capitalisme vert** » rédigé par le Groupe Communiste Anarchiste de Boulogne-sur-mer ([lamouette.enragee@wanadoo.fr](mailto:lamouette.enragee@wanadoo.fr)) est paru aux Editions Acratie". 135 pages. 12 euros. Ouvrage disponible en librairie ou par commande à : Editions Acratie, L'Essart, 86310 LA BUSSIERE [editions.acratie@orange.fr](mailto:editions.acratie@orange.fr)

# Etranges étrangers

Kabyles de la Chapelle et des quais de Javel  
hommes de pays loïn  
cobayes des colonies  
doux petits musiciens  
soleils adolescents de la porte d'Italie  
Boumians de la porte de Saint-Ouen  
apatrides d'Aubervilliers  
brûleurs des grandes ordures de la ville de Paris  
ébullants des bêtes trouvées mortes sur pied  
au beau milieu des rues  
Tunisiens de Grenelle  
embauchés débauchés  
manœuvres désœuvrés  
Polaks du Marais du Temple des Rosiers  
Cordonniers de Cordoue soutiers de Barcelone  
pêcheurs des Baléares ou du cap Finistère  
rescapés de Franco  
et déportés de France et de Navarre  
pour avoir défendu en souvenir de la vôtre  
la liberté des autres  
Esclaves noirs de Fréjus  
tirillés et parqués  
au bord d'une petite mer  
où peu vous vous baignez

Esclaves noirs de Fréjus  
qui évoquez chaque soir  
dans les locaux disciplinaires  
avec une vieille boîte de cigares  
et quelques bouts de fil de fer  
tous les échos de vos villages  
tous les oiseaux de vos forêts  
et ne venez dans la capitale  
que pour fêter au pas cadencé  
la prise de la Bastille le quatorze juillet  
Enfants du Sénégal  
dépatriés expatriés et naturalisés

Enfants indochinois  
jongleurs aux innocents couteaux  
qui vendiez autrefois aux terrasses des cafés  
de jolis dragons d'or faits de papier plié  
Enfants trop tôt grandis et si vite en allés  
qui dormez aujourd'hui de retour au pays  
le visage dans la terre  
et des bombes incendiaires labourant vos rizières  
On vous a renvoyé  
la monnaie de vos papiers dorés  
On vous a retourné  
vos petits couteaux dans le dos  
Etranges étrangers  
Vous êtes de la ville  
Vous êtes de sa vie  
Même si mal en vivez  
Même si vous en mourez.

Jacques Prévert - La pluie et le beau temps -  
Gallimard - 1955

## COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX  
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION  
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

## BULLETIN D'ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros  
 de SOUTIEN . . . . . Euros  
 Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

n° 0213 G 87630

**A CONTRE COURANT**  
(service abonnements)  
BP 12123  
68060 MULHOUSE cedex 2

**P**

**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

Déposé le 13 /10/2010

## Sommaire

- Page 1 ..... Edito  
Page 2 à 5 ..... Sur la crise (4) Première partie  
Page 6 et 7 ..... Pour ceux qui ont la tête auvergnate  
de Zidane et Noah  
Page 7 ..... Edito AL : Pour la grève générale  
Page 8 et 9 .... La xénophobie : un instrument de classe  
Page 9 ..... Monsanto contamine Haïti  
Page 10 et 11 ..... Pour les vieux : ni retraite, ni sécu  
Page 12 ..... La revanche des collabos !  
Page 13 et 14 ..... AFP : Contre la mise en coupe réglée  
de la rédaction  
Page 15 ..... Rencontres et Lectures  
Page 16 ..... Etranges étrangers

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)  
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>  
Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo  
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE